La crise du parti nationaliste (PRNS, successeur des Jeunesses Patriotes) à la fin des années trente

Jean Philippet

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1558>

DOI : 10.4000/abpo.1558

ISBN : 978-2-7535-1487-4

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 20 septembre 2002

Pagination : 79-93

ISBN : 978-2-86847-768-2

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Jean Philippet, « La crise du parti nationaliste (PRNS, successeur des Jeunesses Patriotes) à la fin des années trente », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 109-3 | 2002, mis en ligne le 20 septembre 2004, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/1558> ; DOI : 10.4000/abpo.1558

La crise du parti nationaliste (PRNS, successeur des Jeunesses Patriotes) à la fin des années trente

Jean PHILIPPET

Docteur en histoire contemporaine

Il était sans doute fatal qu'en traitant de la recomposition des droites sous la Chambre du Front populaire, il fût aussi question de décomposition et tel est le cas du parti nationaliste, entendons par-là le courant politique qui se réclame pendant dans l'entre-deux-guerres de sa filiation avec la Ligue des patriotes (LDP) de Paul Déroulède. Dans les dernières années du régime, alors que la vieille ligue est moribonde, il s'agit surtout du Parti républicain national et social de Pierre Taittinger, un succédané de la Ligue des Jeunesses patriotes, elle-même issue en 1924 de la LDP.

Le 10 juin 1940, alors que les troupes allemandes avancent rapidement vers Paris, Pierre Taittinger décide de saborder son parti, le Parti républicain national et social, alors qu'au même moment la Ligue des patriotes décide, elle aussi, de mettre fin à soixante ans d'une existence mouvementée. La mort du parti nationaliste est consommée.

Les quatre années qui précèdent forment la chronique d'une fin annoncée depuis la dissolution des ligues en 1936, une chronique marquée par l'échec de toutes les tentatives de recomposition politique pour conserver un rôle central, à mi-chemin de la droite parlementaire et de la droite protestataire, à la descendance du vieux parti nationaliste et plébiscitaire de Paul Déroulède et de Maurice Barrès. C'est bien, en effet d'une mort dont il s'agit, d'une mort et non d'une simple crise : nul ne viendra par la suite en réclamer l'héritage, personne ne proclamera sa filiation directe avec ce nationalisme. S'il en est ainsi, d'où vient alors le paradoxe de vouloir examiner l'agonie d'un parti, resté sans descendance à la Libération ? C'est évidemment qu'un courant politique ne se prolonge pas seulement dans le temps par des organisations politiques, il perdure sous d'autres formes par des cultures, des tempéraments, des comportements et des hommes. Et, précisément, nombreux sont les anciens cadres, dirigeants et militants du parti de Pierre Taittinger qui joueront un rôle important dans la réorganisation des droites sous la IV^e République.

Les ruptures des années trente

On ne saisisait pas les problèmes qui se posent à Taittinger et à ses amis au début de ce qui sera la dernière législature de la III^e République si l'on ne revenait pas sur les mutations et les crises qui ont affecté ce courant au cours des années précédentes. À bien des égards, pour le parti nationaliste, la victoire du Front populaire ne constitue une rupture que parce qu'elle provoque une profonde altération de la culture ligueuse telle qu'elle s'est développée depuis le milieu des années vingt. Pour le reste, sa stratégie face au problème, devenu crucial, de la réorganisation des droites, reste fidèle à la ligne ambivalente mise en avant dès février 1934 : au Parlement, l'union des républicains nationaux autour de l'axe central de la Fédération républicaine ; dans la rue, le rassemblement de toutes les droites avec François de La Rocque s'il accepte, sans lui et contre lui s'il se soustrait¹.

Les Jeunesses patriotes, connues le plus souvent par leurs initiales, JP, ont été fondées en avril 1924 par un groupe de jeunes venus de tous les horizons de la droite nationaliste – bonapartistes, républicains ou royalistes – dans la double perspective de combattre le Cartel des gauches et de redonner de la vigueur à une Ligue des patriotes en plein déclin.

Des Jeunesses patriotes, émancipées de la tutelle de la LDP dès janvier 1926, la mémoire collective conserve l'image d'une organisation fortement militarisée, tournée vers l'action de rue, vigoureusement anticommuniste, et se parant du prestige de ses « martyrs » tombés sous les balles de leurs adversaires, rue Damrémont à Paris, en 1925. Cette image un peu stéréotypée n'en restitue que très imparfaitement la réalité. Elles sont, certes, dotées, d'unités calquées sur le modèle de l'armée, les groupes mobiles, qui regrouperont un maximum de 10 000 hommes, et, cependant, ce chiffre est relativement faible en regard de leurs 260 000 adhérents – dont 10 000 adhérents aux Phalanges Universitaires – à leur zénith en 1932. C'est bien d'une organisation de masse dont il s'agit, mais la ligue rassemble aussi de très nombreux parlementaires. Elle pourra se prévaloir, à la fin des années vingt, de l'adhésion d'une centaine de députés et de plusieurs dizaines de sénateurs, même si un bon tiers d'entre eux ne participent qu'épisodiquement aux manifestations de la ligue, des parlementaires qui se répartissent pour plus de la moitié dans les groupes issus de la Fédération républicaine, et le reste éparpillé dans tous les autres groupes de droite et du centre. Autant dire que le rôle de ce parti nationaliste n'a rien de négligeable et qu'il offre un intérêt tout particulier par la convergence en son sein de multiples courants des droites.

1. PHILIPPET, Jean, *Le temps des ligues. Pierre Taittinger et les Jeunesses Patriotes (1919-1944)*, thèse pour le doctorat d'histoire de l'Institut d'Études Politiques de Paris, réalisée sous la direction de Raoul Girardet, 2000, 2730 p. + annexes, publiée aux Presses Universitaires du Septentrion.

1933 et la suite : le grand tournant

L'année 1933 marque un grand tournant dans l'évolution des Jeunesses patriotes. L'émergence en leur sein et le développement rapide d'une posture protestataire symbolisée par l'appel à une révolution nationale rompt avec la culture de gouvernement et la stratégie de construction d'un parti conservateur à la française que Taittinger s'était efforcé d'imprimer au parti nationaliste depuis 1926. La crise qui culmine le 6 février 1934 fait éclater le consensus républicain qui s'était installé au sein de la ligue et favorise une imprégnation fasciste de plus en plus perceptible de son action militante. Il existe désormais deux ligues emboîtées l'une dans l'autre, phénomène qui conduit ses dirigeants à un comportement schizophrénique.

Pour conserver l'unité de sa ligue, Taittinger doit accepter un compromis permanent qui le conduit à être le chef d'un mouvement dont il partage la direction avec des hommes, issus principalement des Phalanges, qui sont quant à eux sur une ligne de rupture avec le régime. De fait, les Jeunesses patriotes ont deux chefs, Taittinger et Roger de Saivre². L'un entend suivre, tant bien que mal, la voie électorale et parlementaire qui conduit à une union nationale élargie aux radicaux et l'autre aiguille la ligue vers une révolution nationale dont Vichy s'inspirera par la suite. Un tel compromis entre les activistes et les parlementaires est fragile. Le 6 février amorçe le déclin irréversible du parti nationaliste. Non seulement il ne peut entraîner François de La Rocque, maintenant en pleine ascension, dans un Front national placé sous la houlette d'un chef militaire prestigieux tel que Hubert Lyautey ou Maxime Weygand dans lequel Taittinger jouerait un rôle dominant, mais il assiste impuissant à l'expansion rapide des Croix-de-Feu. Car désormais pour Taittinger et ses amis le problème principal se résume à une seule question : que faire de La Rocque ?

Le problème La Rocque

On chercherait en vain de véritables différences idéologiques entre les Croix-de-Feu et les Jeunesses patriotes d'avant 1933 : les deux courants procèdent du même moule plébiscitaire, leur projet politique, si on laisse de côté les badigeons de fascisme dont l'organisation de Taittinger se pare désormais, ne fait pas apparaître des lignes de rupture fortes entre les deux organisations. Du reste, les hommes sont souvent les mêmes : bien des JP se reconnaissent dans les Croix-de-Feu, beaucoup ont la double appartenance jusqu'à ce que La Rocque la proscrive en 1935. Mieux même, par son hostilité constante au système parlementaire, par sa critique des partis, La Rocque emprunte un chemin qui renvoie à la tradition plébiscitaire la plus pure, tradition que Taittinger avait délaissée en 1926.

2. Ancien président des Phalanges universitaires, futur chef adjoint du cabinet du maréchal à Vichy, évadé en novembre 1942, déporté en Allemagne, de Saivre sera élu comme indépendant « pétainiste sur une liste UNIR » député d'Oran en 1951.

Face à la croissance rapide du mouvement La Rocque, Taittinger hésite entre plusieurs solutions. Son projet principal est avant tout de transformer sa ligue en parti et de consacrer ses efforts à la conquête d'une majorité de droite à la Chambre, ce qui suppose de la désarmer et de dissoudre ses unités paramilitaires. Il est las de son bras de fer permanent avec ses ultras. Pour lui, le temps des ligues est fini. À ses yeux, il existe bien deux genres de politiques : la première est celle qu'il mène hors de la Chambre à la tête de sa ligue, la seconde, la vraie, commence dans les couloirs et se déroule principalement dans les commissions. Parlementaire dans l'âme, volontiers affable avec ses adversaires politiques, Taittinger n'est pas un homme de guerre civile, mais il se trouve placé à la tête d'une ligue qui tient sous l'égide du Front national un rôle de premier rang dans le drôle d'affrontement de l'après 6 février.

Ce projet échoue quand La Rocque lui coupe, une fois de plus, l'herbe sous les pieds en proposant, avant lui, à Pierre Laval de dissoudre toutes les formations armées des ligues et en tendant la main à ses adversaires³, alors qu'il s'apprêtait lui-même à prôner devant la Chambre la réconciliation nationale et le désarmement des ligues et des partis. Le Front national, autre fer au feu de Taittinger contre La Rocque, conçu dès l'origine avec le concours de l'Action française pour étouffer La Rocque en l'embrassant publiquement tandis qu'on le délesterait de ses troupes, est tout autant en échec. Rapidement limité à un rôle de comité de coordination des nationalistes en tous genres non ralliés aux Croix-de-Feu, dépourvu de structures communes, il n'apporte aucun avantage décisif à Taittinger dans un rapport de forces qui, dès le début de 1935 lui est devenu défavorable.

Taittinger a bien imaginé à l'automne 1935 une solution alternative : se rallier à La Rocque pour mieux protéger les actifs parlementaires des nationalistes. Pour cela, il lui a proposé l'absorption par le mouvement Croix-de-Feu des organisations appartenant au Front national⁴ en même temps que son retrait de toute position dirigeante dans l'organisation issue de cette fusion. Le rejet brutal de cette proposition par le chef des Croix-de-feu ne laisse guère aux Jeunesses patriotes qu'un seul choix, celui de rejoindre La Rocque sans conditions ou de le combattre.

La dissolution et ses conséquences

La victoire du Front populaire survient alors que le parti nationaliste se trouve en pleine turbulence. Le 18 juin 1936, les ligues, toutes les ligues y compris les Croix-de-Feu, sont dissoutes et avec elles le Parti national populaire qui avait pris la suite des JP en novembre 1935. La dissolution ne

3. Intervention de Jean Ybarnegaray à la Chambre, 7 décembre 1935.

4. Rappelons que l'Action française n'adhère pas officiellement au Front national, mais l'adhésion de son organisation d'anciens combattants, l'Association Marius Plateau, permet aux dirigeants de l'AF de participer aux délibérations des instances dirigeantes du Front national.

change rien aux problèmes posés au parti nationaliste depuis le tournant de 1933. Au contraire même, malgré les apparences, on pense alors qu'elle va permettre le regroupement de toutes les droites, elle ne fait que les amplifier. La question de l'organisation des droites pour lutter contre le Front populaire et celle de l'insertion de ce qui reste des Jeunesses patriotiques dans cette organisation, se posent plus que jamais.

La fin de la culture ligueuse ?

On ne comprendrait pas le phénomène des ligues si l'on s'en tenait à la seule image de formations paramilitaires défilant en ordre impeccable derrière leurs drapeaux et leurs musiques lors de la fête de Jeanne d'Arc. Au sens propre du terme, les ligues sont des rassemblements. Elles n'ont pas pour vocation naturelle de s'organiser comme des armées privées. Les ligues constituent avant tout un mode d'organisation particulièrement bien adapté aux mouvements plébiscitaires hostiles par nature à toutes les institutions de la démocratie représentative, donc au parlementarisme et aux partis. Les ligues peuvent participer aux élections, faire élire leurs candidats, mais elles ne participent pas à l'activité parlementaire, encore moins aux responsabilités du pouvoir. En ce sens, les ligues plébiscitaires se distinguent fondamentalement des partis en ce qu'elles opèrent une nette séparation entre l'action politique tournée vers la conquête des masses et la politique parlementaire. La première rassemble, la seconde divise.

On comprend mieux ainsi les difficultés auxquelles les partis issus des ligues dissoutes sont confrontés entre 1936 et 1940, car si les ligues sont mortes, l'esprit qui les anime reste vivace. Ces nouveaux partis doivent-ils participer directement aux élections, insuffler à leurs militants un patriotisme de parti, faire élire des militants, imposer une discipline stricte à leurs élus, les contraindre à s'inscrire au seul groupe lié au parti et à la discipline de vote ?

Quelle organisation pour les droites ?

Bien que prévisible en cas de victoire du Front populaire, la dissolution des ligues plonge les dissous dans un désarroi profond. Quelle solution adopter pour survivre à une mort juridique qui fait en permanence peser sur eux une menace judiciaire ? Faut-il regrouper tous les dissous dans une organisation de masse unique qui ferait pendant aux comités de Front populaire mais pourrait conduire à une exacerbation des tensions entre les deux blocs et si oui, le peut-on ? Sur le coup, les droites feignent de se réjouir. Face à la dissolution qu'il a eue amplement le temps d'anticiper, Taittinger entend faire bonne figure : Roger Salengro, « l'unificateur », rend finalement aux « nationaux » un service remarquable. Dissous, réprimés ensemble, unis dans la défense des trois couleurs, ils retrouvent ce qui les rassemble, et se croient affranchis des patriotismes de clans, de ligues et d'organisations rivales. Taittinger pense que les militants comme les élec-

teurs imposeront l'union aux chefs et que La Rocque, seul véritable obstacle à cette unification des « nationaux », ne pourra résister.

Pourtant après une période de flottement relativement courte, les chefs des ligues font tous le choix de se maintenir à la tête de leurs troupes au sein de partis qui se substitueront aux organisations dissoutes. Parallèlement au lancement des nouveaux partis, une recomposition des droites commence à s'opérer à la base, dans des comités où les « nationaux » de toutes origines et de toutes sensibilités se retrouvent. Jaillissent ainsi, spontanément ou non, plusieurs milliers de comités ou d'associations locales d'appellations diverses, dont la plus fréquente, celle de « Rassemblement national », évoque son rattachement à la stratégie de débordement de La Rocque par la base. Les barrières du patriotisme de parti semblent céder, mais ce foisonnement d'organisations qui se chevauchent donne l'impression d'une grande confusion. Taittinger, quant à lui, a été sur le coup repris un moment par le désir d'abandonner la direction de son ancienne ligue, de favoriser la constitution d'un grand parti de masse et de se consacrer exclusivement à la vie parlementaire. Il y a maintenant sept groupes d'opposition et bientôt huit quand le PSF aura créé le sien, une division que la mise en place à l'initiative de Taittinger d'un intergroupe des 237 députés de la minorité ne parvient pas à compenser.

Rapidement, pourtant, il choisit de sauvegarder son capital politique, ou tout au moins ce qu'il en reste, en tirant de sa léthargie un parti qu'il avait créé en septembre 1930, le Parti républicain national et social. Cette transformation lui pose beaucoup moins de problèmes qu'à son rival : le saut culturel n'est pas trop difficile à faire pour les militants, même si beaucoup conserveront la nostalgie de la vieille ligue et son atmosphère de camaraderie de combat. L'expérience électorale des JP est ancienne, la ligue a participé activement et constamment à toutes les batailles électorales de son histoire et, de ce point de vue, bien peu de choses distinguent véritablement les JP d'un parti politique. De plus, en lançant le PRNS en octobre 1930, Taittinger a tenté de créer un parti jumeau de la ligue qui pourrait un jour s'y substituer, à moins qu'elle ne devienne l'organisation de jeunesse du nouveau parti, mais cette tentative s'est soldée assez rapidement par un échec devant le rejet unanime des autres partis et l'hostilité de nombreux députés appartenant à la direction des JP. En novembre 1935 enfin, il a devancé la dissolution des ligues en transformant les Jeunesses patriotes en Parti national populaire, puis annoncé que le PNP ne délivrerait des investitures qu'aux seuls candidats s'engageant fermement à respecter le programme du parti et à adhérer à un groupe national populaire à la Chambre. Pour la première fois, des candidats se sont présentés sous son étiquette aux élections de 1936, généralement sans espoir de l'emporter et cependant des seize députés investis officiellement par lui qui seront élus, pas un seul ne le sera sous l'étiquette officielle du PNP. Taittinger, qui n'a jamais songé réellement à créer son groupe, n'aura pas à ajouter à la désorganisation de la droite à la Chambre. Au contraire du PSF, la double appartenance des élus restera la règle.

La mise en place du PRNS ne règle d'ailleurs pas le problème des relations avec les partis de la droite parlementaire, et notamment avec la Fédération républicaine sortie fort convenablement des élections. Pour la première fois, elle réussit à obtenir l'adhésion à son groupe de tous les députés encartés dans ses fédérations. Les 58 députés qui prendront à un moment ou à un autre leur carte du PRNS se répartiront pour 38 d'entre eux au groupe de la FR et le reste parmi tous les autres groupes de droite. Taittinger, en acceptant une vice-présidence de la FR, manifeste un intérêt renouvelé pour un parti dont il avait délaissé les organes dirigeants depuis la crise de 1931. L'idée d'un rapprochement fait son chemin, mais de part et d'autre bien des réticences subsistent. Louis Marin, qui a déjà beaucoup à faire avec le coup de main de Philippe Henriot sur les Jeunesses de la Fédération, ne tient guère à s'encombrer des militants du PRNS, dont certains lui semblent à tous égards suspects, des militants qui, par leur nombre et leur organisation, risqueraient de dénaturer la FR. De son côté, l'aile activiste du PRNS n'a que faire des élections et des parlementaires.

Un parti de cadres

Le PRNS ne fera qu'assumer le déclin du parti nationaliste depuis 1935. Les JP n'ont pas profité de la crise de 1934, leur image oscille entre celle d'une ligue compromise dans le jeu parlementaire et celle tout aussi préjudiciable d'une troupe d'extrémistes portés sur les solutions violentes et, de surcroît, épousant ouvertement des positions pro-fascistes. Le PRNS aura un maximum de 60 000 membres : ce n'est plus une organisation de masse, mais, de l'aveu même de ses dirigeants, un parti de cadres. C'est là d'ailleurs la carte maîtresse de Taittinger dans sa stratégie concernant l'organisation de la droite. Il espérera longtemps un effondrement de La Rocque, l'estimant inévitable, dès lors il suffit d'attendre pour investir avec ses cadres ce qui restera du PSF. Ils pourraient être, par ailleurs, d'une utilité décisive dans l'optique d'un rapprochement avec la Fédération, alors qu'ils pèseraient peu par rapport à leurs homologues du PPF dans un rapprochement avec Doriot.

1936 : les trois voies

On l'a vu, dans les semaines qui suivent la victoire du Front populaire, les solutions de dispersion des droites l'emportent largement, tout au moins au niveau des états-majors, sur les tentatives de rapprochement plus ou moins spontanés à la base. Les choix stratégiques auxquels le parti nationaliste est confronté ne sont pas nouveaux. Trois chemins s'offrent à lui : la tentation totalitaire, l'appel au soldat, l'union nationale avec les radicaux.

La tentation totalitaire

La victoire du Front populaire fait inévitablement revenir au premier plan les projets de reconquête du pouvoir par la force. Cette tentation revêt

un double aspect : une dérive fasciste de plus en plus prononcée, notamment chez les jeunes, dérive qui renforce l'isolement des partis qui en sont atteints, en particulier le PRNS ; le recours à la violence organisée : ce sera la Cagoule, organisation secrète qui puise dans le vivier de toutes les ligues dissoutes. On ne s'attardera pas longtemps ici sur les problèmes posés par cette double dérive. La question ne peut cependant pas être totalement évacuée, tout simplement parce que, même si elle est vidée de son sens par l'épuration, elle induit des comportements que l'on retrouvera plus tard au moment de la décolonisation. La droite éprouve plus de difficultés que la gauche pour résister à la tentation des extrêmes. Faute de frontières claires, elle oscille toujours dans les temps de crise grave entre le consensus républicain et la contestation du régime. Les fascistes et les anti-sémites restent une minorité au sein du PRNS. Ils seront même sérieusement rabroués lors des deux congrès de 1938, et tout bien pesé, ils ne représentent probablement pas plus de 10 à 15 % des mandats, mais il reste que cette minorité remuante gêne le rapprochement des droites et qu'elle pèse plus en faveur d'un accord avec le PPF, qu'avec le PSF ou avec la FR.

L'appel au soldat

Pour contourner La Rocque, Taittinger a pris dès 1935 fait et cause pour une solution d'appel au soldat. La persistance des succès de La Rocque ainsi que leur ampleur modifient considérablement les rapports de force à droite. Perçu en dehors du PSF comme peu accommodant, solitaire, exclusif, se tenant à l'écart de la politique des partis et même des élections en 1936, sauf pour accorder son soutien ou faire battre un candidat, La Rocque est devenu ingérable pour le reste de la droite.

Après le double échec d'une offre négociée de ralliement en octobre 1935 puis en juin 1936, trois solutions sont utilisées : circonvenir La Rocque, le combattre ou le contourner.

Le *circonvenir*. C'est ce que le lancement du Front de la Liberté vise à réaliser. Sorte d'organisation confédérale des droites, il réduirait La Rocque au rang de simple partenaire, traitant d'égal à égal avec les autres et non de puissance à puissance mais le colonel dispose du nombre, et donc d'une force électorale considérable qui s'exercera au détriment de la « vieille » droite parlementaire. La manœuvre échoue.

Le *combattre ou l'abattre*. Le scandale des fonds secrets surviendra pour le discréditer. Taittinger, contrairement à Henriot ou à Xavier Vallat ne s'impliquera pas directement dans cette affaire, si ce n'est pour conserver un équilibre apparent entre les pro- et les anti- La Rocque. Si ses sentiments personnels ne font guère de doute, le souci de préserver autant qu'il se peut la possibilité d'un accord entre les « nationaux », notamment dans la perspective des élections, l'emporte sur les considérations de personnes. L'affaire fait pourtant son œuvre : à l'automne 1937, la droite sera divisée en deux camps irréconciliables au sein desquels, pour la première fois

depuis longtemps, la logique d'appareil l'emportera dans les troupes sur le désir d'union. À l'accord électoral entre les formations de droite qui a bien fonctionné à l'automne 1937, s'oppose désormais une compétition électorale systématique entre le PSF et les autres partis : chaque échec accroît les dissensions, chaque succès réveille les critiques de l'autre camp. Les droites s'orientent donc vers une compétition généralisée entre le PSF et les autres partis, confrontation qu'un homme comme Taittinger d'un tempérament à la fois conciliant et pragmatique voudrait éviter en ouvrant des discussions entre le PSF, la FR et le PRNS, mais ces discussions n'auront connu aucun résultat avant le début de la guerre, gênées qu'elles sont par des divergences sur le mode de scrutin, puis sur la prorogation du mandat de la chambre jusqu'en 1942. En réalité, ces conflits de personnes masquent une évolution majeure : Taittinger s'est au fil des années, éloigné du nationalisme plébiscitaire tel que le concevaient Déroulède et Barrès avant 1914. Certes, il reste partisan d'un exécutif fort, mais il a mis une sourdine à son révisionnisme constitutionnel. Sous André Tardieu, le bonapartiste s'est mué en orléaniste. Entre La Rocque et Taittinger, il y a deux tempéraments qui se heurtent et ne peuvent s'accorder, même temporairement. Les nationalistes plébiscitaires sont devenus des modérés⁵, et ce alors qu'un nouveau courant plébiscitaire prend son essor hors d'eux. Toute la question de l'organisation des droites tient dans la possibilité d'établir un rapprochement durable entre les deux tempéraments.

Le *contourner*. Les tentatives se multiplieront. La première est celle qui résulte du mot d'ordre de rassemblement national. Cette stratégie d'absorption par la base n'est pas loin de réussir. Le schéma, toujours le même, consiste à expulser La Rocque de la direction de son mouvement au profit d'un chef militaire prestigieux. À l'expulser ou tout au moins dans un premier temps à lui retirer *de facto* ses pouvoirs. La manœuvre ne manque pas d'habileté. C'est satisfaire les tendances plébiscitaires de l'opinion que de remplacer le colonel par un grand chef militaire au passé prestigieux devant lesquels les Français s'inclineront et feront l'union. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que les dirigeants de la droite utilisent un tel schéma. Les premiers contacts avec Philippe Pétain remontent à 1934, au moment où la carte Lyautey qu'il était disposé à jouer s'effondre avec le décès de celui-ci. Le 3 juillet 1936, Taittinger écrit dans une circulaire interne du PRNS :

« Je ne crois pas que la solution viendra un jour d'un homme politique. D'un homme qui soit de gauche ou d'extrême gauche, de droite ou d'extrême droite. Je crois qu'elle viendra d'un homme devant lequel pourront s'incliner avec respect et je ne dirai rien de plus, la police et l'armée⁶. »

Quatre ans s'écouleront avant le 10 juillet 1940.

5. Une évolution qui s'était déjà produite pour la génération des nationalistes d'avant 1914.

6. Paroles prononcées par Pierre Taittinger le 3 juillet et reprises dans une circulaire du PRNS datée du 4 et signée par René Richard. Archives de l'auteur.

La voie parlementaire : l'alliance avec les radicaux

Reste la troisième voie, la voie parlementaire. Elle passe par un rapprochement des droites avec les radicaux délivrés du Front populaire. C'est à la fois celle que Taittinger a, au cours de sa vie politique, suivie avec le plus de constance, et la solution qui a probablement sa préférence, nonobstant ce qui vient d'être dit concernant l'appel au soldat. Les deux solutions se combinent d'ailleurs dans son esprit.

Le 30 juin 1936, Taittinger, s'adressant du haut de la tribune de la Chambre ceux qui sont assis ce jour-là au banc du gouvernement, leur déclare :

« Les majorités sont changeantes. L'histoire au surplus nous enseigne qu'aux périodes révolutionnaires ont succédé des périodes de réaction et de restauration. Il y a donc beaucoup de chances pour que nous voyions dans un avenir prochain, un gouvernement d'ordre vous remplacer sur ces bancs. »

Le président du PRNS reste profondément étranger à la mise en place d'organisations subversives comme la Cagoule qui contrarient fortement sa stratégie. Pour lui, « au point de vue politique, les citoyens libres de notre pays disposent d'un moyen et d'un seul : leur bulletin de vote. Tout le reste est illégal » Il reste convaincu que la coalition du Front populaire se disloquera d'elle-même lorsque les radicaux s'en retireront. Il n'imagine pas non plus que Léon Blum fasse le lit du communisme. Il n'existe donc à ses yeux aucune raison d'anticiper sur l'évolution normale des choses et de la contrarier par des actions extrémistes propres à en détourner le cours. Pourvu que la droite ne se divise pas et n'effarouche pas les radicaux, le balancier reviendra le moment venu vers les « nationaux ».

Depuis les premières semaines du gouvernement Blum, il existe ainsi deux stratégies tranchées à droite. La première est en gros la voie d'un regroupement des forces de droite sous l'égide d'un militaire. C'est la stratégie qui permet de tenir la rue. L'autre, que l'on peut qualifier de républicaine, consiste à constater que l'union des voix radicales et nationales à la Chambre donnerait entre 340 et 350 députés. Or cette union qui avait déjà été réalisée en 1919 est non seulement possible, mais souhaitable. Taittinger espère que, dans une conjoncture de crise ou de danger extrême, la menace d'une guerre par exemple, la conjonction entre la droite et la gauche pourra s'opérer, car le rapprochement est préparé par l'apparition de thèmes communs à la droite et à la gauche : l'autorité, la nation, la paix et la lutte contre le capitalisme. Aussi des circonstances graves pourraient-elles pousser des hommes désormais proches par leurs idées et par leurs préoccupations à se tendre la main et à faire appel au vainqueur de Verdun pour sauver le pays. Il s'agit donc de tout faire pour aider ceux qui, bien que restés encore dans les rangs du Front populaire, ne veulent plus de l'alliance avec les communistes. Cette ligne rejoint celle de La Rocque. Elle a conduit celui-ci à rejeter l'adhésion du PSF au Front de la liberté parce que les radicaux opposés au Front populaire n'en étaient pas.

Taittinger va d'ailleurs plus loin. L'accord entre les partis de droite pour les élections cantonales de 1937 fonctionne bien. Il est large puisqu'il prévoit que les partis nationaux soutiendront le candidat « antimarxiste » le mieux placé au second tour, ce dont bénéficieront assez largement de nombreux candidats radicaux. « Adversaire résolu de la politique du pire », Taittinger a plaidé afin que les « nationaux » fassent abstraction de leur préférence pour faire triompher « l'homme qui aux yeux du communisme représente dans les différents cantons l'adversaire capable de les vaincre ». Plus encore, il ne désapprouve pas alors le principe d'un gouvernement d'union nationale dont les socialistes et même Blum pourraient faire partie et il n'en exclut, en définitive, que les communistes. Finalement, il se ravise : Blum est un homme de parti, or « on ne fait pas l'union autour d'un homme de parti ». Pour lui, seul Pétain, « image lumineuse de notre force calme et sereine », peut réaliser spontanément l'union nationale autour de lui. Restauration de l'ordre en matant s'il le faut les syndicats et les communistes, remise en état de marche de l'économie, défense du franc, mesures en faveur des entreprises, défense de la paix, rapprochement avec l'Italie et l'Espagne du général Franco, discussions avec l'Allemagne, renforcement de la défense nationale par le redressement de la production des armements, politique de la famille, il y a là une politique commune désormais aux radicaux, à une fraction des socialistes mais aussi à toutes les formations de droite.

Ce triomphe de la droite sur fond de tragédie européenne ne trompe pas : les « nationaux » n'ont fait aucune concession aux radicaux, ce sont les radicaux, tout au moins une majorité d'entre eux, qui ont franchi le Rubicon et sont passés à droite. Le gouvernement d'Édouard Daladier ouvre une véritable période de lune de miel entre le président du conseil et le président du PRNS. À bien des égards, dès le printemps 1938 et encore plus après Munich, Daladier s'impose comme le chef qui pourrait prendre la tête d'une coalition des droites dans la campagne électorale qui approche et contribuer, sa popularité aidant, non seulement à isoler, mais surtout à battre La Rocque.

Le nationalisme à refaire ?

En 1938, les dirigeants du PRNS sentent bien que la droite française reste empêtrée dans ses contradictions, ainsi que l'écrit Roger de Saivre :

« Les nationaux ne se décident pas à choisir. Sont-ils républicains ? Ils le disent mais ils ne perdent pas une occasion de vous prouver que la démocratie, le suffrage universel sont de vieilles lunes qui n'ont plus aucune importance et qui sont appelées à disparaître tôt ou tard. Sont-ils fascistes ? Ils s'en défendent avec une belle énergie et à juste titre [...] En un mot, les nationaux sont-ils partisans du coup d'État ou sont-ils partisans des élections ? Quand ils ont le pouvoir, ils ne savent pas s'en servir, quand ils font les élections, ils sont battus⁷... »

7. SAIVRE, Roger de, « Si la droite existe », *Le National*, 15 janvier 1938.

La contradiction n'est en fait qu'un signe parmi d'autres « d'extrême confusion des meilleurs esprits⁸ » qui se transforme en fracture ouverte dans les premières semaines de 1938. Symbole de son impuissance politique ou de sa faiblesse, Taittinger répugne à « séparer arbitrairement » les Français en clans des « ya⁹ » ou en clans des « yes ». Mais la position réaliste qu'il entend conserver, témoigne essentiellement de la profondeur de la crise au sein d'un parti nationaliste réduit à l'impuissance ou à l'éclatement au moment où l'urgence ne permet précisément plus d'éluder les choix. Il est certainement trop tard pour sortir de cette crise dont Taittinger et ses amis ne cessent de parler après Munich, et refaire le nationalisme français. La primauté de la défense sociale, le nationalisme de combat qui a poussé à la confrontation ouverte entre les Français, l'alignement par force ou par défaut sur les positions des pays de l'Axe, la campagne pacifiste de 1937-1938, prélude à l'humiliation, vécue comme telle, des accords de Munich, sont autant de facteurs qui annoncent, à défaut d'une régénération possible, un prochain dépôt de bilan du parti nationaliste tel qu'il dérive depuis 1933. Certes, les déviations n'affectent pas tout le parti, la tentation fasciste n'influence qu'une minorité, essentiellement des jeunes et des cadres issus des Phalanges, mais le désarroi et la perte de repères, notamment à l'égard de l'Allemagne, se sont généralisés dans le parti. À la veille de la guerre, le PRNS est sur le point de voler en éclats, à l'instar d'un nationalisme français déchiré par des contradictions profondes.

Pour la première fois dans le parti nationaliste, on se compte au Conseil national de novembre 1938 sur le vote de motions opposées. L'une est une synthèse particulièrement ambiguë du vœu de ceux qui souhaitent la constitution d'un groupe PRNS à la Chambre après avoir investi des candidats du parti aux législatives, mais elle repousse toute perspective de fusion avec la Fédération républicaine, réclamée pourtant par certains délégués, comme Guy Jarrosson, futur député du Rhône sous la IV^e République. Elle se contente de rappeler la stratégie d'union de Taittinger et de mandater le secrétaire général pour entamer des discussions avec « les partis politiques se réclamant de l'idée nationale ». L'autre, émanant des ultras constate la faillite du régime et proclame sa foi dans la Révolution nationale pour restaurer l'autorité du pouvoir et neutraliser un parlementarisme déprimant. La motion soutenue par Taittinger obtiendra un peu plus de 80 % des mandats.

Union nationale d'un côté, révolution nationale de l'autre, ce débat coupe radicalement la droite en deux courants contraires. Il traduit, même imparfaitement, un conflit entre ceux qui veulent d'abord gagner la guerre si elle vient et ceux qui ne songent qu'à instaurer un État nouveau, inspiré des exemples voisins. Dorénavant, la droite nationaliste est divisée entre ceux qui avec ou sans La Rocque attendent des prochaines élections une

8. TAITTINGER, Pierre, « La crise du nationalisme français », *Le Journal de Saintes et de la Charente-Inférieure*, 12 février 1938.

9. Ainsi orthographié dans l'article.

revanche sur le Front populaire qui leur permettra de refaire une « union nationale » assainie puisque les radicaux sont maintenant sortis des illusions du cartellisme, et ceux qui n'attendent plus rien du régime.

La Libération : changements et continuités

Que reste-t-il de ce défunt parti nationaliste à la Libération ? Sans aucun doute le sabotage de juin 1940 a bien marqué l'acte de décès non seulement d'organisations politiques qui n'auront pas de descendance, mais surtout la fin du vieux nationalisme ligueur, tel qu'il avait évolué depuis la fin du XIX^e siècle. C'est un premier changement considérable que la rupture des liens de la droite modérée avec la droite extrême et le retour à la République de l'ancienne famille des nationalistes plébiscitaires. Désormais entre la droite et l'extrême droite, il y a Vichy, l'occupation et la déportation des juifs. La droite modérée s'est libérée de la tentation totalitaire et de l'antisémitisme.

L'épuration entraîne aussi la mise à l'écart de toute une génération, celle qui formée aux Jeunesses patriotes s'est laissé prendre au piège de la collaboration, et n'a pas su, pas pu ou n'a pas voulu sortir du piège de Vichy et de l'attentisme pour rejoindre la Résistance ou la France libre. L'Occupation a confirmé l'éclatement de ce courant à peu près sur les mêmes lignes de fracture qui existaient avant la guerre. Les nationalistes se sont dispersés dans toutes les attitudes. Nombreux sont ceux qui ont opté pour Vichy, au moins jusqu'au retour de Laval. On en trouve peu chez les gaullistes, du moins en ce qui concerne les dirigeants locaux, et pas un seul parmi les dirigeants nationaux. Un bloc minoritaire que l'on peut appeler « républicain national » a suivi Marin et Henri de Kerillis dans leur refus de Vichy et de la Collaboration. Ce sont principalement, mais pas uniquement, des hommes qui ont quitté Taittinger pour La Rocque vers le milieu des années trente. Restés fondamentalement anti-allemands et réfractaires à toute version française du fascisme, ces anciens JP entrés dans la Résistance comme André Mutter, Georges Riond, Robert Montillot ou André Jarrosson deviendront après la Libération les ferments actifs de la renaissance d'une droite républicaine, libérale et indépendante, rajeunie et débarrassée des vertiges de l'extrémisme.

La tentation fasciste disparaît naturellement avec la défaite des régimes fascistes et l'opprobre qui frappe ceux qui les ont soutenus. L'épuration concerne non seulement des hommes – elle frappe toute une génération d'élus, de cadres et de militants politiques qui auraient pu pendant encore bien des années participer à la vie publique –, mais surtout elle libère la droite nationaliste du poids des déviations qu'elle a connues depuis le boulangisme. En d'autres termes, la guerre a permis de réaliser ce qui émergeait dès 1938 : la fin d'un nationalisme fermé, d'un nationalisme de guerre civile, en rupture avec la République et son remplacement par un nouveau nationalisme, ouvert, tourné vers une République qu'il veut doter d'un exécutif fort, une République réconciliée avec le peuple. C'est là, sans doute

aussi un second changement important apporté par la Libération que le début d'une clarification des rapports entre la droite modérée et la droite plébiscitaire. La première fournit la preuve de la solidité de son enracinement : sévèrement touchée au sommet par l'inéligibilité d'un bon nombre de ses anciens parlementaires, elle reste solide à la base où les maires inquiétés par les Comités de libération retrouvent souvent leur siège.

Il reste tout de même que l'on retrouve à la sortie de la guerre la division pérenne entre les droites plébiscitaires et les « modérés », avec pour novation l'émergence d'un courant démocrate chrétien fort, détaché des modérés ou plus exactement accolé aux modérés. Si, à la base, les anciens JP penchent certainement plus pour le gaullisme que pour le MRP ou les partis modérés, les cadres et les anciens élus vont plus facilement et presque exclusivement chez les modérés et l'on retrouve dans la démocratie chrétienne beaucoup d'anciens phalangistes qui s'étaient engagés en même temps dans les associations de jeunesse catholiques et chez les nationalistes. À tout prendre, les circonstances permettront ainsi à la droite de rajeunir ses cadres et de s'ouvrir à une nouvelle génération dont les références se trouvent bien plus dans les combats des dernières années que dans ceux de l'avant-guerre. La rupture est aussi celle d'une génération.

Enfin, la Libération, par la clarification qu'elle apporte, permet la poursuite du rapprochement entre les droites et les radicaux commencé dans les dernières années de la III^e République. C'est en définitive dans les rapports entre d'un côté le bloc que semblent pouvoir former les modérés, les indépendants, les démocrates-chrétiens et les radicaux, et, d'autre part, le nouveau courant républicain et plébiscitaire qui se rassemble autour du général de Gaulle, que l'on retrouve à la Libération la même problématique que celle des dernières années de la III^e République : s'allier ou se combattre.

RESUME

Pour le Parti Républicain National et Social, successeur des Jeunesses Patriotes et dernier descendant direct de la vieille Ligue des patriotes, les dernières années de la III^e République sont des années de décomposition.

Mis en échec dans ses tentatives d'unification des droites au travers du Front national puis du Front de la Liberté, le parti de Taittinger ne réussit pas plus dans sa stratégie de contournement du colonel de La Rocque. L'humiliation de Munich confirme la mort d'un nationalisme de défense sociale compromis par des campagnes pacifistes fortement teintées de sympathies pour les régimes fascistes. Profondément divisé entre les tenants d'une voie parlementaire passant par l'alliance avec les radicaux et ceux d'une Révolution Nationale inspirée de l'exemple des pays voisins, le PRNS comme la LDP se sabordent en juin 1940 sans laisser de successeurs.

ABSTRACT

The crisis of the nationalist party at the end of the thirties

For the National and Social Republican Party (PRNS), which succeeds to the Jeunesses Patriotes and last direct descendant of the old Ligue des Patriotes, the last years of the Third republic were characterised by decay.

Unsuccessful in its attempts to unite the right wing parties through the National Front and then the Liberty Front, Taittinger was no more successful in its strategy to evade Colonel de la Roque. The Munich humiliation confirms the death of a social defence nationalism compromised by pacifist campaigns with strong leanings towards fascist regimes.

Deeply divided between those in favour of a parliamentary line including an alliance with the radicals and those who wanted a National Revolution following the example of neighbouring countries, the PRNS and the LDP were disbanded in June 1940, leaving an unclaimed heritage when the Liberation occurred.